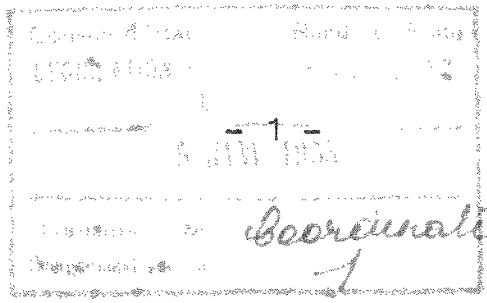
GK. -1- L. 3239/1.



ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 6 novembre 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut des agents de l'administration d'Afrique, annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948", a donné en sa séance du 15 décembre 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e November 1952 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948", heeft ter zitting van 15 December 1952 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

Pour des raisons de concordance générale, le Conseil d'Etat propose de rédiger les phrases liminaires, introduisant les nouveaux articles du statut, de la manière suivante :

"L'article ... du même statut est remplacé par la disposition suivante : ...

L'article ..., alinéa 2, a, du même statut est remplacé ...

Il est inséré, dans le même statut, un article ... bis, rédigé comme suit :

L'article ... du même statut est abrogé.".

\+

\+ +

Les articles 94 à 103 du projet devraient être reclassés parmi les articles précédents, de manière que les modifications apportées au statut des agents de l'administration d'Afrique soient présentées dans l'ordre des articles de ce statut.

Dans ce but, l'article 95 devrait faire l'objet de trois articles distincts.

\+

\+ +

.../...

Observations particulières.

Article 1er (article 6 du statut).

Le texte de l'article 6, 4°, a été proposé par le Conseil d'Etat dans son avis L. 2675, et repris dans l'arrêté royal du 27 février 1952.

Il y a lieu de le maintenir, rien ne justifiant la modification que le projet y apporte.

\+ + +

Les dispositions de l'article 6, 10°, s'inspirent de celles qui furent insérées dans le statut des agents de l'Etat par l'article 1er de l'arrêté royal du 5 février 1951 relatif à la défense de la fonction publique.

Le projet interdit en premier lieu de "se livrer à une activité qui poursuive la destruction de l'indépendance du pays".

La loi du 22 mars 1940 relative à la défense des institutions nationales punissait en son article 1er, § 2, "l'activité visant à la destruction de l'indépendance de la Belgique". Ces termes ont été définis au cours des travaux parlementaires par le Ministre de la Justice (annales parl. 6 mars 1940, p. 885,et 8 mars 1940, p. 967) ainsi que par le rapport au Sénat (Doc. Sénat 1939-1940, n° 120). Il est normal de croire que le Gouvernement en reprenant ces termes leur a donné le sens dans lequel ils avaient été employés par le législateur.

Le projet écarte ensuite de l'administration d'Afrique ceux qui se sont livrés à la même

activité ou qui ont adhéré ou prêté leur concours à certains mouvements, à un moment quelconque du passé.

Tel que le projet est rédigé, il interdit la nomination de toute personne qui, à un moment quelconque, se serait livrée à une activité illégale ou qui aurait adhéré ou prêté son concours à un mouvement subversif même si depuis lors l'intéressé avait fourni des preuves évidentes de loyalisme.

Ce texte permettrait à un candidat évincé de fonder un recours en annulation d'une nomination faite en violation de ces règles.

Le Conseil d'Etat observe, par ailleurs, que l'arrêté royal dont le Gouvernement s'est inspiré a prévu, pour les agents suspects de se livrer à une activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, une double garantie : ces agents ne peuvent être démis d'office que par arrêté royal délibéré en conseil des ministres et pris sur rapport d'une commission présidée par un magistrat effectif ou honoraire.

Pour l'admission des agents dans le cadre colonial, aucune garantie analogue n'est prévue et aucun moyen de défense n'est donné au candidat suspect.

Article 8. (article 22 du statut).

L'article 22, alinéa 3, pourrait se terminer aux mots "sanctions disciplinaires", la dernière partie de la phrase étant inutile.

.../...

En effet, il n'y a pas de sanctions disciplinaires spéciales encourues par l'agent enfreignant l'interdiction formulée par l'article 17, a.

Article 12. (article 33 bis du statut).

Le Conseil d'Etat signale que l'article 33 bis ne prévoit pas le cas du stagiaire qui aurait été nommé par le gouverneur général et qui devrait être relevé ou démis alors qu'il ne se trouve pas dans la colonie.

Article 28. (article 66 du statut).

Le texte proposé prévoit que l'indemnité familiale cesse d'être due lorsque la preuve est faite que le mari n'a pas l'obligation ou n'est pas dans la nécessité de pourvoir à la subsistance de son épouse.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle est l'hypothèse visée par la formule "mari qui n'est pas dans la nécessité de pourvoir à la subsistance de son épouse". Si cette disposition visait le cas de la femme qui aurait été autorisée à se livrer à une occupation lucrative, elle devrait être mise en concordance avec le dernier alinéa de l'article 22.

Article 65. (article 133 du statut).

L'article 133 prévoit que le Ministre des Colonies peut se saisir d'office de toute affaire disciplinaire en cours ou clôturée.

.../...

Le même pouvoir appartient au gouverneur général à l'égard des affaires dans lesquelles le Ministre des Colonies n'a pas statué.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il s'impose de prévoir un délai au-delà duquel il ne serait pas possible de rouvrir l'action disciplinaire à charge d'un agent, Les membres du personnel ne peuvent, en effet, être indéfiniment exposés à voir l'autorité revenir sur ses décisions.

D'autre part, l'article 133 ne précise pas si l'agent auquel le Ministre se propose d'infliger une peine disciplinaire bénéficie des dispositions de l'article 138, alinéas 1er et 2, qui prévoient que l'agent est avisé de la peine que l'autorité compétente se propose d'infliger et qu'il peut se pourvoir auprès du comité du personnel ou du comité supérieur du personnel.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces garanties appartiennent à l'agent. Il ne pourrait en être privé qu'en vertu d'une disposition formelle.

Article 67. (article 136 du statut).

Le dernier alinéa de l'article 136 du statut dispose que si une action pénale est ouverte à charge d'un agent, la clôture de l'action disciplinaire est différée jusqu'au prononcé du jugement définitif.

Toutefois, si l'agent a reconnu et avoué devant les juges les faits qui lui sont reprochés, l'autorité administrative n'est pas tenue d'attendre ce prononcé.

.../...

Le projet tend à supprimer les mots "devant les juges".

Il ressort des explications données par le fonctionnaire du Ministère des Colonies que par la suppression de ces mots, on a voulu permettre à l'autorité de clôturer l'action disciplinaire sans attendre le prononcé du jugement définitif, dans le cas où les aveux ont été recueillis non seulement "devant les juges" mais également au cours de l'instruction préparatoire.

Le Conseil d'Etat fait observer que la modification du texte aurait comme conséquence non seulement de permettre à l'autorité de clôturer l'action disciplinaire sans attendre le prononcé du jugement définitif, mais également de lui permettre de mettre en disponibilité par mesure disciplinaire pour un temps indéterminé ou de révoquer l'agent sans avoir à lui donner connaissance des griefs articulés contre lui, sans avoir à le mettre dans la possibilité de se justifier, sans avoir à lui donner connaissance de la peine que l'on se propose de lui infliger, et sans lui permettre d'adresser un recours au comité du personnel compétent.

Le Conseil d'Etat fait observer, en outre, que la suppression des mots "devant les juges" supprime la garantie importante de sincérité qu'offre l'aveu fait à l'audience au cours de débats contradictoires.

.../...

Article 75 (article 170 ter du statut).

L'article 170 ter dispose que les agents qui font l'objet de l'autorisation prévue à l'article 170 bis sont soustraits pendant la période de cessation de leurs fonctions aux dispositions du statut relatives au signalement, aux comités du personnel ainsi qu'au régime disciplinaire, à l'exception des dispositions formant les articles 132 et 136, alinéa 5.

Ces agents restent dès lors soumis aux dispositions relatives aux congés statutaires.

Les décisions relatives à ces congés sont, d'après le statut, prises par le gouverneur général; mais il se peut que ces agents soient affectés à des organismes indépendants de cette haute autorité.

Il importe, pour ce cas, de prévoir l'autorité qui pourra imposer des prolongations de séjour ou prendre toutes autres décisions relatives aux congés.

Article 98 (article 160 du statut).

Le projet modifie le 1 de l'article 160 du statut en précisant que c'est auprès du gouverneur général que les propositions de promotion doivent être introduites pour que le comité supérieur du personnel soit appelé à donner un avis motivé sur ces propositions.

.../...

Il entend ainsi dispenser le Ministre des Colonies de l'obligation de prendre l'avis de ce comité avant de proposer une nomination.

Le Conseil d'Etat constate que, d'une part, le statut ne définit pas avec précision ce qu'il faut entendre par proposition de promotion, et que, d'autre part, il ne règle pas les modalités suivant lesquelles ces propositions sont introduites.

Il propose en conséquence de compléter le statut par un article 126 bis, sur le texte duquel le fonctionnaire délégué a marqué son accord:

"Article 126 bis.

A l'occasion des promotions trimestrielles prévues à l'article 126, le gouverneur général établit la liste des agents autres que ceux de la première catégorie dont il envisage de proposer la promotion au Ministre des Colonies ou de promouvoir lui-même.

Cette liste n'est arrêtée définitivement qu'après l'avis des comités du personnel compétents, sur les recours introduits sur base des articles 113 et 129.

La liste définitive est transmise par le gouverneur général au comité supérieur du personnel chargé de donner son avis conformément à l'article 160, 1.

La liste des agents dont la promotion est réservée au Roi est ensuite transmise par le gouverneur général au Ministre des Colonies avec copie des avis du comité supérieur du personnel.

.../...

Le Ministre peut, sans prendre l'avis de ce comité, proposer au Roi de promouvoir un agent à un grade des trois premières catégories.".

Article 104.

Certaines dispositions sortiront leurs effets à une date antérieure à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette rétroactivité ne peut avoir pour effet de porter atteinte à des droits acquis.

\+

\+ +

Sous réserve de ces observations, le Conseil d'Etat propose d'apporter des modifications de forme à certains articles du projet qui sont repris ci-après.

Article 1er.- (article 6 du statut).

...

4° avoir accompli à l'armée le terme de service actif, ou se trouver dans un des cas d'exemption ou de dispense prévus par la loi, ou avoir été mis à la disposition du Ministre des Colonies pour la durée des obligations de milice;

.../...

5° avoir atteint l'âge de 21 ans;
ne pas avoir dépassé la limite d'âge fixée :
à 30 ans, pour les infirmières ainsi que pour les candidats qui sont titulaires d'un diplôme donnant accès à un emploi d'une catégorie supérieure à la quatrième;
à 28 ans, pour les autres candidats.

Toutefois, cette limite d'âge est reportée à 35 ans pour :

a) les médecins, les vétérinaires et les titulaires d'un diplôme universitaire d'ingénieur comportant cinq ans d'études au moins;

b) les fonctionnaires, agents et employés issus des administrations métropolitaines;

c) les bénéficiaires de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

Les conditions d'âge doivent être réunies au jour de la prise en considération de la candidature, lequel est déterminé suivant les règles fixées par le Ministre des Colonies.

En cas de nouvelle candidature, la limite d'âge s'apprécie au jour de la prise en considération de la nouvelle demande.

Lorsqu'il s'agit d'une personne ayant été déjà au service de l'administration coloniale au Congo belge ou au Ruanda Urundi, la limite d'âge s'apprécie en défalquant le temps pendant lequel l'intéressé a appartenu antérieurement au personnel de cette administration.

Lorsqu'il s'agit d'une personne ayant accompli précédemment une carrière réduite d'au moins 15 ans, la limite d'âge, fixée dans ce cas à 35 ans, s'apprécie en défalquant la durée de cette carrière réduite;

.../...

6° être en possession d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études, tel qu'il est fixé à l'article 7. Toutefois, pourront être nommés sous le statut les agents définitifs des administrations métropolitaines possédant les titres déterminés par le Ministre des Colonies;

7° sauf les artisans et gens de métier, les techniciens dispensés par le Ministre des Colonies et les candidats dispensés en vertu de l'article 8, les candidats doivent avoir suivi avec succès les cours de préparation coloniale;

...

Article 2.- (article 7 du statut).

"Article 7.-

§ 1er. Le recrutement s'effectue aux grades inférieurs de la quatrième ou de la troisième catégorie.

Toutefois, peuvent être recrutés aux grades supérieurs de la quatrième catégorie les candidats possédant les titres déterminés par le Ministre des Colonies.

§ 2. Les candidats au recrutement en quatrième catégorie doivent être porteurs d'un des diplômes ou certificats cités ci-après :

1° certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur délivré en vertu des lois belges coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;

.../...

2° certificat attestant le résultat satisfaisant de l'épreuve préparatoire prévue aux articles 10 ou 10bis de celle prévue à l'article 12 des mêmes lois coordonnées

3° certificat d'études moyennes du degré supérieur (section commerciale ou économique), agréé conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 24 septembre 1937;

4° certificat attestant le résultat satisfaisant de l'épreuve préparatoire à la candidature en sciences commerciales, prévue par le même arrêté;

5° diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré inférieur, de régente d'école moyenne, d'agrégé ou d'agrégée des enseignements moyen et technique du degré inférieur;

6° diplôme ou certificat, délivré à l'étranger, reconnu équivalent à l'un de ceux énumérés ci-dessus par le Ministre des Colonies.

Les candidats aux emplois de rédacteur des secrétariats, de rédacteur technique et de rédacteur comptable, doivent être porteurs de l'un des diplômes et certificats énumérés ci-dessus ou d'un diplôme de fin d'études commerciales délivré par une école technique supérieure de la catégorie A6/A1.

Certains emplois spéciaux peuvent cependant être attribués aux candidats titulaires d'un diplôme de fin d'études techniques ou normales assimilé ou non aux précédents.

Dispense du diplôme visé à l'alinéa précédent peut être consentie :

a) par arrêté royal motivé lorsqu'il s'agit de techniciens spécialisés, que les nécessités du service

.../...

l'exigent et que les candidats peuvent donner la preuve d'une formation professionnelle satisfaisante;

b) par le Ministre des Colonies ou le gouverneur général, en faveur des candidats à un emploi pouvant être occupé par un artisan ou un homme de métier.

§ 3. Les candidats au recrutement dans une catégorie supérieure à la quatrème doivent être porteurs de l'un des diplômes énumérés ci-après :

1° diplômes légaux des grades académiques de licencié, de docteur, de pharmacien, d'ingénieur ou d'agrégé;

2° diplômes scientifiques d'un grade exigeant au moins quatre années d'études, délivrés par une des quatre universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, par la faculté polytechnique de Mons et par l'Institut universitaire des territoires d'outremer;

3° diplômes de licencié en sciences commerciales ou d'ingénieur commercial délivrés conformément à la loi par un institut supérieur de commerce agréé par le Roi ou par un jury central;

4° diplômes d'ingénieur délivrés,en vertu de la loi du 15 novembre 1919, par un institut supérieur d'agriculture, si les études ont comporté au moins quatre années.

Les porteurs des diplômes indiqués aux 2°, 3° et 4° doivent, en outre, être porteurs d'un certificat constatant soit la fréquentation avec fruit d'un cycle complet de six années d'études moyennes, soit la réussite de l'épreuve qui en tient lieu d'après les lois et arrêtés.

.../...

Les diplômes visés à l'alinéa 1er, 2° et 3°, du présent paragraphe, qui ont été obtenus après trois années d'études seulement, sont aussi admis si les études ont été commencées avant le 1er octobre 1943.

§ 4. En ce qui concerne le cadre de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, les candidats au recrutement dans une catégorie supérieure à la quatrième doivent être porteurs d'un des diplômes ou certificats requis pour l'accession au professorat dans l'enseignement moyen officiel du degré supérieur en Belgique.

Article 3.- (article 8 du statut).

(supprimer les mots:"en outre" à l'alinéa 3 de l'article 8).

Article 4.- (article 9 du statut).

...

"Article 9.- Le Ministre des Colonies détermine l'équivalence des titres des agents appartenant aux administrations métropolitaines avec ceux de l'administration d'Afrique.".

Article 5.- (article 12 du statut).

...

"Article 12.- Ils ne peuvent se livrer à aucune activité

.../...

qui est en opposition avec les lois du Congo belge ou avec la législation du Congo belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance de la Belgique, qui porte atteinte à la souveraineté de celle-ci sur le Congo belge, ou qui met en danger la défense de la Belgique ou du Congo belge ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer leur sécurité.

Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même genre.".

Article 7.- (article 20, alinéa 2, b, du statut).

...

"b) publier, même anonymement, des articles, faire éditer des livres ou donner des interviews sur des matières mettant en cause la politique administrative;".

Article 8.- (article 22 du statut).

(à l'alinéa 3, supprimer les mots: "...et spécialement de celles qui sont encourues ... d'une exploitation par personne interposée").

(à l'alinéa 5, remplacer les mots: "les premier et quatrième alinéas ci-dessus" par "le présent article").

.../...

Article 9.- (article 25 du statut).

...

"Article 25.- Sauf décision spéciale prise par le Ministre des Colonies, en cas de mission officielle hors du territoire de la colonie, pour compte de celle-ci, précédant l'arrivée au Congo belge, l'entrée en service effectif des agents arrivant pour la première fois au Congo, pour compte de la colonie, prend date le jour de l'arrivée du vapeur à Banana s'ils se rendent dans la colonie par la voie Anvers-Boma, et le jour de l'arrivée sur le territoire de la colonie s'ils s'y rendent par une autre voie.

Sous réserve d'une disposition spéciale de l'arrêté ou de l'ordonnance de nomination, les agents nommés alors qu'ils se trouvent sur le sol de la colonie entrent en service effectif le jour de la prestation de serment.".

Article 11.- (article 30 du statut).

(remplacer les alinéas 3, 4, 5 et 6 par :

"Le gouverneur général, si l'intéressé est présent sur le territoire de la colonie, le Roi ou le Ministre des Colonies, suivant la distinction établie à l'article 2, si l'intéressé se trouve en Belgique ou à l'étranger, peuvent décider que le stagiaire n'est pas admis à titre définitif.

Cette décision doit intervenir trois mois au moins avant l'expiration du stage. Elle sort ses effets le lendemain de l'expiration du stage.

.../...

Elle est notifiée sans retard au stagiaire; ce dernier peut introduire contre cette décision un recours motivé auprès du comité supérieur du personnel. Ce recours doit être introduit dans un délai de huit jours prenant cours le lendemain du jour où l'agent a reçu notification de la décision.

Sauf application à leur égard des dispositions des articles 31 et suivants, l'échéance du terme de trois ans de services effectifs emporte admission à titre définitif des stagiaires qui n'ont pas fait l'objet de la décision prévue par le présent article.".)...

Article 12.-

L'article 33 bis du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Article 33 bis.- Si le stagiaire doit être relevé ou démis et ne se trouve pas dans la colonie, la mesure est prise par arrêté royal s'il s'agit d'un agent nommé par le Ministre ou par le gouverneur général.

Le stagiaire ne peut être relevé qu'après avoir été examiné par la commission médicale prévue à l'article 172.

Il ne peut être démis que moyennant le préavis prévu à l'article 33 ou, à défaut, moyennant un préavis de durée égale notifié par le Ministre des Colonies.

La démission d'un stagiaire par application de l'article 31 du statut ne donne pas lieu au recours prévu par l'article 160, 4°, du présent statut.".

.../...

Article 13.-

L'article 35, dernier alinéa, du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Les grades et l'ordre hiérarchique des grades et fonctions dans chaque cadre sont déterminés par le tableau annexé au présent statut.".

Article 14.- (article 42 bis du statut).

(à l'alinéa 2, in medio, lire : "... en visites d'établissements techniques ou scientifiques, en une collaboration à des organismes nationaux ou internationaux ...").

Article 15.-

L'article 44, alinéa 3, du même statut, modifié par l'arrêté du Régent du 16 décembre 1948, est abrogé.

Article 17.- (section V - article 45 du statut).

...

"Article 45.- Les agents admis à titre définitif poursuivent leur carrière dans le cadre où ils ont été nommés à titre provisoire.

Le gouverneur général peut, dans l'intérêt du service, affecter provisoirement un agent d'un cadre à un autre. Les droits acquis par l'intéressé dans sa situation antérieure lui restent maintenus.

.../...

Le transfert définitif d'un cadre dans un autre, demandé par un agent pour des raisons d'ordre personnel, peut être accordé exceptionnellement si le requérant possède les aptitudes requises et si le transfert se concilie avec les besoins du service.

Le transfert définitif se fait dans la forme de la nomination ou de la promotion et il implique la démission du grade et des fonctions antérieures.

Il sort ses effets à la date de la nomination à titre provisoire si l'agent, stagiaire au jour de l'affectation à son nouveau cadre, y a poursuivi depuis lors ses services sans interruption. Si l'agent est déjà admis à titre définitif au jour de l'affectation à son nouveau cadre, le transfert définitif sort ses effets à la date fixée par l'arrêté ou par l'ordonnance, date qui ne peut en aucun cas être antérieure à celle de l'éventuelle affectation provisoire.

Pour l'application du présent article, le cadre territorial et le cadre des affaires indigènes et de la main-d'oeuvre sont considérés comme un seul cadre.".

Article 18.-

L'article 46, alinéas 1er et 2, du même statut est remplacé par les dispositions suivantes :

"Les périodes de services effectifs dans la colonie sont de trois ans. Toutefois, la dernière période de la carrière est éventuellement réduite par l'application de l'article 47.

.../...

Chaque période peut être prolongée par décision du gouverneur général, du vice-gouverneur général, du secrétaire général, du commandant en chef de la force publique ou du gouverneur de province, mais cette prolongation ne peut excéder trois mois sans le consentement de l'agent intéressé.".

Article 19.- (article 47, alinéa 1er, du statut).

(remplacer : "a)"et"b)" par "1°" et "2°"; remplacer également, in fine, les mots: "littera a ci-dessus" par: "1°").

Article 20.-

L'article 48, alinéa 1er, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 48.- La limite d'âge de fin de carrière est fixée :

1° à 65 ans pour le gouverneur général;

2° à 62 ans pour les vice-gouverneurs généraux, le secrétaire général et les gouverneurs de province;

3° à 60 ans pour les autres agents.

Ces limites d'âge, à l'exception de celle du gouverneur général, sont relevées de deux ans en faveur des bénéficiaires de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 qui sont reconnus, par certificat médical, aptes à continuer l'exercice de leurs fonctions au-delà de l'âge normal de la retraite.".

.../...

Article 27.-

L'article 65, alinéa 2, 3°, du même statut est abrogé.

Article 28.-

L'article 66, alinéa 2, dernière phrase, du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Il en est de même lorsqu'un enfant donnant lieu à l'attribution de l'indemnité familiale cesse d'être à charge, avant d'avoir atteint l'âge de vingt et un ans.".

Article 35.- (article 82 du statut).

(rédiger les alinéas 3 et 4 de l'article 82 comme suit:

"Il est sauvegardé dans l'hypothèse où la période de service serait écourtée à raison d'un renvoi en congé anticipé pour motif de santé, ou dans l'intérêt du service, ou par la mise en disponibilité pour un des motifs énumérés à l'article 167, 1°.".)

Article 46.- (article 92 du statut).

(rédiger l'alinéa 2 de l'article 92 comme suit :

"Lorsqu'un agent est mis en disponibilité pour convenances personnelles, ces avantages sont

.../...

retirés à ceux des membres de sa famille qui se livreraient à une activité rémunérée. Ils sont retirés à la famille entière, si l'agent lui-même se livre à une telle activité, et en tout cas après six mois de disponibilité.".)

Article 49.-

L'article 95, alinéa 2, du même statut est remplacé par les dispositions suivantes :

"A défaut de la veuve, cette indemnité est accordée aux enfants de l'agent qui se trouvent sur le territoire de la colonie, dûment autorisés par le Ministre des Colonies à y séjourner avec leur père.

Cette indemnité est calculée au prorata du temps normalement nécessaire à la veuve, ou à son défaut aux enfants de l'agent, pour leur permettre de quitter la Colonie et sur la base du traitement mensuel brut de l'agent décédé, majoré des indemnités y afférentes dont celui-ci bénéficiait au moment de son décès.".

Article 55.- (article 108 bis du statut).

(A l'alinéa 2 de l'article 108 bis, supprimer les mots: "et pour autant que les agents les utilisent aux fins prévues, à savoir : présence à l'événement, démarche, participation à la cérémonie").

.../...

Article 61.- (article 121 du statut).

(il est proposé de fusionner les deux premiers alinéas).

Article 64.-

L'article 130, alinéa 1er, du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"L'avancement de grade du personnel européen de la force publique est réglé par les dispositions de la présente section ainsi que par des dispositions particulières.".

Article 66.- (article 135 bis du statut).

(remplacer les mots: "qui collaborent à son cabinet ou dans les services ..." par les mots: "attachés à son cabinet ou aux services...").

Article 68.- (article 138, alinéa 2, du statut).

(commencer par les mots :"Dans un délai de huit jours, prenant cours le lendemain ...").

Article 73.- (article 165 du statut).

(commencer l'alinéa 2 par les mots: "Dans le cas visé à l'article 164, 1°, le traitement ...").

.../...

Article 74.-

§ 1er. L'article 167, 2°, du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"2° pour atteindre le moment de la retraite, en leur permettant d'achever, dans cette position, une carrière statutaire réduite conformément aux dispositions de l'article 47 du présent statut.".

§ 2. L'article 167, 5°, B, d, est remplacé par la disposition suivante :

"d) si la cessation momentanée des fonctions est provoquée soit par l'application des lois civiles ou pénales ou des lois sur la milice, soit par une maladie ou infirmité dont l'administration prouve qu'elle a été intentionnellement provoquée par l'agent.".

Article 75.-

Le titre XIII du même statut est complété par les dispositions suivantes :

"SECTION III. - DU DETACHEMENT D'AGENTS DE L'ADMINISTRATION AUPRES DE CERTAINES INSTITUTIONS.

Article 170 bis.- Les agents de l'administration d'Afrique peuvent être autorisés par le Ministre des Colonies ou le gouverneur général à exercer des fonctions dans la Colonie auprès d'institutions scientifiques, régies, offices ou organismes créés par l'Etat,

.../...

ou auprès d'organismes commerciaux exploitant au Congo belge des services d'intérêt public dans lesquels la Colonie est financièrement intéressée. Les agents cessent d'être rétribués par la Colonie tant qu'ils demeurent détachés dans les conditions susénoncées.

Article 170 ter.- Pendant qu'ils sont détachés, les agents sont soustraits aux dispositions du présent statut relatives au signalement, aux comités du personnel et au comité supérieur du personnel ainsi qu' au régime disciplinaire, à l'exception des articles 132 et 136, alinéa 5.

Ils ne participent pas à l'avancement de grade et de traitement.

Par mesure transitoire, la situation des agents actuellement détachés qui réintégreront les cadres de l'administration d'Afrique dans l'année suivant la publication du présent arrêté sera régularisée au point de vue de l'avancement de grade et de traitement. A cet effet, il sera tenu compte du dernier signalement obtenu par les intéressés avant leur détachement, ainsi que des propositions du gouverneur général.".

Article 84.- (article 180 du statut).

(écrire en finale : "... conformément à l'article 46, alinéas 3 et 4.").

.../...

Article 85.- (article 182 du statut).

(remplacer, à l'alinéa 2, le mot "due" par le mot "payée").

Article 87.- (article 195 du statut).

(écrire à la fin de l'alinéa 1er : "... n'excède pas, de trois mois, le congé statutaire normal").

Article 88.- (article 195 ter du statut).

(écrire à la fin de la première phrase : "... n'excède pas de trois mois le congé statutaire normal.").

Article 89.-

A l'article 200, alinéa 1er, du même statut, les mots "98 et suivants" sont remplacés par "98 et 99".

Article 94.-

Le tableau C, c, 1°, alinéa 8, annexé au même statut, est remplacé par la disposition suivante:

...

.../...

Article 95.-

(écrire à l'alinéa 4 : "L'article 181, A, alinéa 2, deuxième phrase, est remplacé par la disposition suivante : ...").

Article 96.-

L'article 117, § 3, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1950, est remplacé par la disposition suivante :

... (à l'alinéa 2, remplacer les mots : "pour ceux des agents" par "pour les agents").

Article 97.- (article 157 du statut).

(écrire : "... dévolue par l'article 160, 1, ...").

Article 98.-

L'article 160, 1 et 2, du même statut est remplacé par le texte suivant :

"1) de donner un avis motivé sur les propositions de promotions émanant du gouverneur général à tous grades autres que ceux de la première catégorie;

2) de donner un avis motivé sur les réclamations introduites en matière de promotions en vertu de l'article 129".

.../...

Article 99.- (article 19 du statut).

(écrire : "... à la fondation, à l'administration ou à la direction ...").

Article 100.-

L'article 24, dernier alinéa, du même statut est remplacé par le texte suivant :

"En cas de changement de grade ou de cadre, les agents sont dispensés d'une nouvelle prestation de serment.".

Article 101.-

L'article 81, b, alinéas 2 et 3, du même statut est abrogé.

Algemene opmerkingen.

Terwille van de algemene overeenstemming stelt de Raad van State voor, de aanvangszinnen waarmede de nieuwe artikelen van het statuut worden ingeleid als volgt te lezen :

"Artikel ... van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen : ...

Artikel ..., tweede lid, a, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :...

In hetzelfde statuut wordt een artikel ... bis ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel ... van hetzelfde statuut wordt opgeheven.".

\+

\+ \+

De artikelen 94 tot 103 van het ontwerp dienen opnieuw onder de voorgaande artikelen te worden geplaatst zodat de wijzigingen, aangebracht in het statuut der beambten van het bestuur in Afrika, in de volgorde van de artikelen van dat statuut worden voorgedragen.

Te dien einde zou artikel 95 het voorwerp moeten zijn van drie afzonderlijke artikelen.

\+

\+ \+

.../...

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 1 (artikel 6 van het statuut).

De tekst van artikel 6, 4°, is door de Raad van State voorgesteld in zijn advies L.2675, en is overgenomen in het koninklijk besluit van 27 Februari 1952.

Hij dient te worden behouden, want de wijziging die het ontwerp er aan brengt wordt door niets gerechtvaardigd.

\+

\+ \+

Voor het bepaalde in artikel 6, 10°, hebben tot voorbeeld gediend de bepalingen die in het statuut van het Rijkspersoneel zijn ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 Februari 1951 betreffende de verdediging van het openbaar ambt.

Het ontwerp verbiedt in de eerste plaats "zich in te laten met enige bedrijvigheid die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft.".

De wet van 22 Maart 1940 betreffende de verdediging van de nationale instellingen strafte bij artikel 1, § 2, de "bedrijvigheid welke de vernietiging van België's onafhankelijkheid ... nastreeft.". Die termen zijn in de loop van de parlementaire voorbereiding omschreven door de Minister van Justitie (parl.hand. 6

.../...

Maart 1940, bl.885, en 8 Maart 1940, bl.967) en door het verslag aan de Senaat (Doc.Senaat 1939-1940, nr 120). Normaal kan men aannemen, dat de Regering die termen overneemt in de betekenis waarin de wetgever ze had gebruikt.

Het ontwerp ontzegt voorts de toegang tot het bestuur in Afrika aan hen die zich met zodanige bedrijvigheid hebben ingelaten of die toegetreden zijn tot - of hun medehulp verleend hebben aan sommige bewegingen, zulks te eniger tijd in het verleden.

De gegeven tekst van het ontwerp verbiedt de benoeming van enige persoon die, wanneer ook, zich met een onwettige bedrijvigheid zou hebben ingelaten of zou zijn toegetreden tot- dan wel zijn medehulp zou hebben verleend aan een oproerige beweging, zelfs al had de betrokkene sindsdien duidelijke bewijzen van loyalisme geleverd.

Deze tekst zou een afgewezen candidaat in staat stellen, een beroep in te dienen tot nietigverklaring van een met overtreding van die regelen gedane benoeming.

Voorts merkt de Raad van State op, dat het koninklijk besluit hetwelk de Regering tot voorbeeld heeft genomen, een tweevoudige waarborg heeft geschapen voor de personeelsleden die er van verdacht zijn zich in te laten met een bedrijvigheid in strijd met de grondwet en de wetten van het Belgische volk: zij kunnen namelijk van ambtswege niet worden ontslagen dan bij een koninklijk besluit dat in ministerraad is overlegd en dat is genomen op verslag van een commissie van advies, voorgezeten door een werkend of emeritus-magistraat.

.../...

Voor de toelating van beambten tot het koloniale kader is geen soortgelijke waarborg voorzien en beschikken de verdachte candidaten over geen verdedigingsmiddelen.

Artikel 8.- (artikel 22 van het statuut)

Het derde lid van artikel 22 kan eindigen met het woord "tuchtstraffen"; het laatste gedeelte van de volzin is overbodig.

Er zijn immers geen speciale tuchtstraffen voor de beambte die het in artikel 17, a, geformuleerde verbod overtreedt.

Artikel 12.- (artikel 33 bis van het statuut)

De Raad van State wijst er op dat artikel 33 bis geen rekening houdt met het geval van de stagiaire die door de Gouverneur-generaal zou zijn benoemd en die zou moeten ontheven of ontslagen worden terwijl hij zich niet in de Kolonie bevindt.

Artikel 28.- (artikel 66 van het statuut)

De voorgestelde tekst bepaalt, dat de gezinstoelage niet meer verschuldigd is wanneer wordt bewezen dat de man niet verplicht is of zich niet in de noodzakelijkheid bevindt in het onderhoud van zijn echtgenote te voorzien.

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk, welke hypothese bedoeld wordt met de formule "man die zich niet in de noodzakelijkheid bevindt in het onderhoud van zijn echtgenote te voorzien". Indien deze bepaling alleen doelt op het geval van de vrouw die toelating heeft om een winstgevende werkzaamheid uit te oefenen, moet zij in overeenstemming worden gebracht met het laatste lid van artikel 22.

Artikel 65.- (artikel 133 van het statuut)

Artikel 133 bepaalt dat de Minister van Koloniën elke lopende of afgesloten tuchtzaak ambtshalve bij hem zelf aanhangig kan maken.

Dezelfde bevoegdheid heeft de Gouverneur-generaal ten aanzien van de zaken waarin de Minister van Koloniën geen uitspraak heeft gedaan.

De Raad van State is van advies dat het nodig is een termijn te bepalen waarbuiten het niet mogelijk zou zijn de tuchtvordering ten laste van een beambte opnieuw in te stellen. De leden van het personeel kunnen immers niet tot in het oneindige het gevaar lopen dat de overheid op haar beslissingen terugkomt.

Anderzijds zegt artikel 133 niet of de beambte wie de Minister een tuchtstraf denkt op te leggen, in aanmerking komt voor het bepaalde in artikel 138, eerste en tweede lid, volgens hetwelk de beambte bericht ontvangt van de straf welke de bevoegde overheid zich voorneemt uit te spreken, en beroep kan instellen bij het personeelscomité of bij het hoger personeelscomité.

.../...

De Raad van State is van advies, dat die waarborgen de beambte toekomen. Alleen krachtens een formele bepaling zouden zij hem kunnen worden ontnomen.

Artikel 67.- (artikel 136 van het statuut)

Het laatste lid van artikel 136 van het statuut bepaalt dat indien tegen de beambte een strafvordering is ingesteld, de sluiting der tuchtvordering wordt uitgesteld totdat het eindvonnis is uitgesproken.

Heeft de beambte echter voor de rechters de hem ten laste gelegde feiten erkend en bekend, dan is de bestuursoverheid niet gehouden op die uitspraak te wachten.

Het ontwerp strekt tot schrapping van de woorden "voor de rechters".

Volgens de uitleg van de ambtenaar van het Ministerie van Koloniën heeft men door het schrappen van die woorden de overheid willen in staat stellen, de tuchtvordering te sluiten zonder de uitspraak van het eindvonnis af te wachten in het geval waarin de bekentenissen zijn afgelegd niet alleen "voor de rechters" maar ook in de loop van het vooronderzoek.

De Raad van State merkt op dat de wijziging van de tekst tot gevolg zou hebben, niet alleen de overheid gelegenheid te geven de tuchtvordering te sluiten zonder de uitspraak van het eindvonnis af te wachten, maar ook haar in staat te stellen de beambte

.../...

voor onbepaalde tijd bij tuchtmaatregel ter beschikking te stellen of hem af te zetten zonder dat zij hem moet in kennis stellen van de tegen hem ingebrachte grieven, zonder dat zij hem gelegenheid moet geven zich te verantwoorden, zonder dat zij hem kennis moet geven van de straf die men zich voorneemt hem op te leggen en zonder dat zij hem moet in staat stellen bij het bevoegde personeelscomité in beroep te komen.

De Raad van State merkt bovendien op dat door de schrapping van de woorden "voor de rechters" de belangrijke waarborg van oprechtheid wegvalt, die gelegen is in de bekentenis, ter terechtzetting gedaan in de loop van de behandeling op tegenspraak.

Artikel 75.- (artikel 170 ter van het statuut)

Artikel 170 ter bepaalt dat de personeelsleden, die het voorwerp uitmaken van de in artikel 170 bis bepaa de toelating, gedurende de periode dat zij hun functies staken niet onder de toepassing vallen van de bepalingen van dit statuut betreffende de beoordeling, de personeels comité's en de tuchtregeling, met uitzondering van de bepalingen die de artikelen 132 en 136, vijfde lid, uitmaken.

Die personeelsleden blijven derhalve onderworpen aan de bepalingen inzake het statutair verlof.

Volgens het statuut worden de beslissingen inzake dat verlof door de Gouverneur-generaal genomen; het is echter mogelijk dat die personeelsleden worden tewerkgesteld bij organismen welke niet van die hoge autoriteit afhangen.

.../...

Voor dat geval dient te worden bepaald, welke overheid verlenging van verblijf kan opleggen of enige andere beslissing inzake verlof kan nemen.

Artikel 98.- (artikel 160 van het statuut)

Het ontwerp wijzigt artikel 160, 1, van het statuut door nader te bepalen, dat de voorstellen tot bevordering bij de Gouverneur-generaal moeten ingediend worden opdat het hoger personeelscomité een met redenen omkleed advies aangaande die voorstellen zou moeten uitbrengen.

Zodoende wil het de Minister van Koloniën ontslaan van de verplichting, het advies van dat comité in te winnen vooraleer een benoeming voor te stellen.

De Raad van State constateert dat het statuut enerzijds niet nauwkeurig bepaalt wat onder voorstel tot bevordering moet worden verstaan en anderzijds geen voorzieningen treft inzake de wijze waarop die voorstelle worden ingediend.

Daarom stelt hij voor, het statuut aan te vullen met een artikel 126 bis; de gemachtigde ambtenaar heeft zijn instemming met de tekst van dat artikel betuigd:

"Artikel 126 bis.

Ter gelegenheid van de in artikel 126 bedoelde driemaandelijkse bevorderingen maakt de Gouverneur-generaal de lijst van de andere beambten dan die der eerste categorie op, wier bevordering hij aan de Minister van Koloniën denkt voor te stellen of die hij zelf denkt te bevorderen.

.../...

Die lijst wordt pas definitief vastgesteld na het advies der bevoegde personeelscomité's over de beroepen op grond van de artikelen 113 en 129 ingediend.

De definitieve lijst wordt door de Gouverneur-generaal overgemaakt aan het hoger personeelscomité dat gelast is zijn advies te geven overeenkomstig artikel 160, 1.

De lijst der beambten die alleen door de Koning worden bevorderd, wordt vervolgens door de Gouverneur-generaal aan de Minister van Koloniën overgemaakt, met afschrift van de adviezen van het hoger personeelscomité.

De Minister kan, zonder het advies van dat comité in te winnen, aan de Koning het voorstel doen een beambte tot een graad van de eerste drie categorieën te bevorderen.".

Artikel 104.-

Sommige bepalingen zullen vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit uitwerking hebben.

De Raad van State is van advies dat die terugwerkende kracht niet tot gevolg mag hebben aan verkregen rechten afbreuk te doen.

+

+ +

.../...

Onder voorbehoud van die opmerkingen, stelt de Raad van State voor sommige artikelen van het ontwerp vormwijzigingen voor. Hier volgen zij :

Artikel 1.- (artikel 6 van het statuut)

...

4° bij het leger de werkelijke dienst volbracht hebben, of in een der bij de wet bepaalde gevallen van vrijstelling of vrijlating verkeren, of voor de duur van de dienstplicht ter beschikking van de Minister van Koloniën gesteld geweest zijn ;

5° de leeftijd van 21 jaar bereikt hebben ;
de leeftijdsgrens niet overschreden hebben die gesteld is op :
30 jaar, voor de ziekenverpleegsters en voor de candidaten die houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot een betrekking van een hogere categorie dan de vierde ;
28 jaar, voor de andere candidaten.

Echter wordt die leeftijdsgrens op 35 jaar gebracht voor :

a) geneesheren, veeartsen en houders van een universiteitsdiploma van ingenieur waarvoor ten minste vijf jaar studie is vereist ;

b) ambtenaren, beambten en bedienden die uit de besturen in het moederland komen ;

c) gerechtigden van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

.../...

Aan de vereisten inzake leeftijd moet voldaan zijn op de dag dat de candidatuur in aanmerking wordt genomen. Die dag wordt bepaald volgens de regelen door de Minister van Koloniën vastgesteld.

In geval van een nieuwe candidatuur wordt de leeftijdsgrens beoordeeld op de dag dat de nieuwe aanvraag in aanmerking wordt genomen.

Wanneer het een persoon betreft die in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi reeds in dienst van het koloniaal bestuur heeft gestaan, wordt de leeftijdsgrens beoordeeld met aftrek van de tijd gedurende welke de betrokkene vroeger tot het personeel van dat bestuur heeft behoord.

Wanneer het een persoon betreft die vroeger een verkorte loopbaan van ten minste 15 jaar heeft volbracht, wordt de in dat geval op 35 jaar gestelde leeftijdsgrens beoordeeld met aftrek van de duur van die verkorte loopbaan ;

6° in het bezit zijn van een diploma of een getuigschrift va volledige studiën, als in artikel 7 bepaald. Echter kunne onder het statuut benoemd worden de vastaangestelde leden van de besturen in het moederland die de door de Minister van Koloniën bepaalde titels bezitten ;

7° behoudens de ambachts- en vaklieden, de door de Minister van Koloniën vrijgestelde technici en de krachtens artikel 8 vrijgestelde candidaten, moeten de candidaten met goede uitslag de cursussen voor koloniale voorbereiding hebben gevolgd ;

...

.../...

Artikel 2.- (artikel 7 van het statuut)

...

"Artikel 7.-

§ 1. De aanwerving geschiedt in de lagere graden van de vierde of van de derde categorie. Echter kunnen in hogere graden van de vierde categorie aangeworven worden de candidaten die de titels bezitten welke door de Minister van Koloniën zijn bepaald.

§ 2. De candidaten voor de aanwerving in de vierde categorie moeten houder zijn van een der hiernavermelde diploma's of getuigschriften :

1° gehomologeerd getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad afgegeven krachtens de Belgische gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens ;

2° getuigschrift omtrent de bevredigende uitslag van de voorbereidende proef als bepaald in de artikelen 10 of 10 bis of in artikel 12 van dezelfde gecoördineerde wetten;

3° getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad (handels- of economische afdeling), erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 September 1937 ;

4° getuigschrift omtrent de bevredigende uitslag van de bij hetzelfde besluit bepaalde voorbereidende proef tot de candidatuur in de handelswetenschappen bepaald bij hetzelfde besluit ;

5° diploma van geaggregeerd leraar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad, van regentes ener middelbare school, van geaggregeerde van het middelbaar en technisch onderwijs van de lagere graad ;

6° diploma of getuigschrift in het buitenland afgegeven en door de Minister van Koloniën als gelijkwaardig erkend met een van de hierboven opgesomde.

.../...

De candidaten voor de betrekkingen van opsteller der secretariaten, van technisch opsteller en van opsteller-rekenplichtige moeten houder zijn van een der hierboven opgesomde diploma's of getuigschriften of van een diploma van volledige handelsstudiën, door een hogere technische school van de categorie A6/A1 afgegeven.

Nochtans kunnen bepaalde bijzondere betrekkingen toegekend worden aan de candidaten die houder zijn van een al dan niet met de voorgaande gelijkgesteld diploma van volledige normale of technische studiën.

Vrijstelling van het in voorgaand lid bedoelde diploma kan worden toegestaan :

a) bij een met redenen omkleed koninklijk besluit, wanneer het gespecialiseerde technici betreft, de dienstbehoeften zulks vereisen en de candidaten het bewijs kunnen leveren van een voldoende beroepsopleiding;

b) door de Minister van Koloniën of de Gouverneur-generaal ten voordele van de candidaten voor een betrekking die een ambachts- of vakman kan bekleden.

§ 3. De candidaten voor de aanwerving in een hogere dan de vierde categorie moeten houder zijn van een der hierna vermelde diploma's :

1° wettelijke diploma's der academische graden van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde;

.../...

2° wetenschappelijke diploma's van een graad waarvoor ten minste vier jaar studie is vereist en die afgegeven zijn door een der vier Belgische universiteiten, met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, door de polytechnische faculteit van Bergen en door het Universitair Instituut voor overzeese gebieden;

3° diploma's van licentiaat in de handelswetenschappen of van handelsingenieur, overeenkomstig de wet afgegeven door een hoger handelsinstituut dat door de Koning is erkend, of door een centrale examencommissie;

4° diploma's van ingenieur krachtens de wet van 15 November 1919 afgegeven door een hoger landbouwinstituut, indien de studiën ten minste vier jaar hebben bedragen.

De houders van de onder 2°, 3° en 4° genoemde diploma's moeten bovendien houder zijn van een getuigschrift waarbij wordt vastgesteld, hetzij dat zij met goede uitslag een volledige studiecyclus van zes jaar middelbare studiën hebben gevolgd, hetzij dat zij geslaagd zijn voor het examen dat die cyclus volgens de wetten en besluiten vervangt.

De in het eerste lid, 2° en 3°, van deze paragraaf bedoelde diploma's die na slechts drie jaar studie zijn behaald, worden eveneens aangenomen, indien de studiën vóór 1 October 1943 zijn aangevangen.

.../...

§ 4. Wat betreft het kader van de onderwijsinspectie en de officiële scholen, moeten de candidaten voor aanwerving in een hogere categorie dan de vierde houder zijn van één der diploma's of getuigschriften die vereist zijn om als leraar van het officieël middelbaar onderwijs van de hogere graad in België te worden toegelaten.

Artikel 3.- (artikel 8 van het statuut).

... (men leze de aanvang van het derde lid van artikel 8 als volgt: "De Minister van Koloniën kan, bij ...).

Artikel 4.- (artikel 9 van het statuut).

...

"Artikel 9.- De Minister van Koloniën bepaalt de gelijkwaardigheid van de titels der beambten die tot de moederlandse besturen behoren met die der beambten van het bestuur in Afrika.".

Artikel 5.- (artikel 12 van het statuut).

...

"Artikel 12.- Zij mogen zich niet inlaten met enige bedrijvigheid die in strijd is met de wetten van Belgisch-Congo of de wetgeving van Belgisch-Congo, die de vernietiging der onafhankelijkheid van België op het oog heeft, die inbreuk pleegt op de souvereiniteit van

.../...

België over Belgisch-Congo of die de verdediging van België of van Belgisch-Congo of de uitvoering van de verbintenissen van België, strekkend tot het verzekeren van hun veiligheid, in gevaar brengt.

Zij mogen niet toetreden tot-noch hun medewerking verlenen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een bedrijvigheid van dezelfde aard.".

Artikel 7.- (artikel 20, tweede lid, b, van het statuut)

...

"b) zelfs naamloos geen artikelen laten verschijnen, geen boeken doen uitgeven, of geen intervieuws toestaan over zaken waarbij de bestuurspolitiek is betrokken;".

Artikel 8.- (artikel 22 van het statuut).

... (in het derde lid late men de woorden "en inzonderheid deze welke opgelopen worden ... onderneming door tussenpersoon" weg) ...

... (in het vijfde lid vervange men "de eerste alinea en de vierde alinea hierboven" door "dit artikel") ...

.../...

Artikel 9.- (artikel 25 van het statuut).

...

"Artikel 25.- Behoudens bijzondere beslissing vanwege de Minister van Koloniën, in geval van officiële zending buiten het grondgebied van de Kolonie en voor rekening dezer laatste, vóór de aankomst in Belgisch-Congo, neemt de werkelijke indiensttreding der beambten die voor de eerste maal voor rekening van de Kolonie in Congo aankomen, aanvang de dag van aankomst van het stoomschip te Banana zo zij zich naar de Kolonie begeven over de weg Antwerpen-Boma, en de dag van aankomst op het grondgebied der Kolonie zo zij zich langs een andere weg daarheen begeven.

Behoudens bijzondere bepaling in het besluit of de ordonnantie van benoeming treden de beambten, die benoemd worden terwijl zij zich op het grondgebied der Kolonie bevinden, in werkelijke dienst de dag van hun eedaflegging.".

Artikel 11.- (artikel 30 van het statuut).

... (het derde, vierde, vijfde en zesde lid leze men als volgt :

"De Gouverneur-generaal, zo de betrokkene zich op het grondgebied van de Kolonie bevindt, de Koning of de Minister van Koloniën, naar gelang van het in artikel 2 gemaakte onderscheid, zo de betrokkene zich in België of in het buitenland bevindt, kunnen beslissen dat de stagiaire niet in vast verband wordt benoemd.

.../...

Deze beslissing moet ten minste drie maanden voor het verstrijken van de stage genomen worden. Zij heeft uitwerking daags na het verstrijken van de stage.

Aan de stagiaire wordt er onverwijld kennis van gegeven; deze kan tegen de beslissing bij het hoger personeelscomité een met redenen omkleed beroep indienen. Het beroep moet worden ingediend binnen acht dagen te rekenen van de dag na die waarop de beambte van de beslissing kennis heeft gekregen.

Behoudens toepassing te hunnen opzichte der bepalingen van de artikelen 31 en volgende, brengt het verstrijken van de termijn van drie jaar werkelijke dienst, benoeming in vast verband mede voor de stagiaires die niet het voorwerp waren van de in dit artikel bepaalde beslissing.

Artikel 12.-

Artikel 33 bis van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 33 bis.- Moet de stagiaire ontheven of ontslagen worden en bevindt hij zich niet in de Kolonie, dan wordt de maatregel, voor zover het geldt een beambte die door de Minister of door de Gouverneur-generaal werd benoemd, bij koninklijk besluit getroffen.

De stagiaire kan eerst na onderzoek door de in artikel 172 bedoelde geneeskundige commissie ontheven worden.

.../...

Hij kan niet ontslagen worden dan met opzegging als bepaald in artikel 33 of, zoniet, met opzegging van gelijke duur betekend door de Minister van Koloniën.

Bij ontslag van een stagiaire bij toepassing van artikel 31 van het statuut, staat het in artikel 160, 4°, van dit statuut bepaalde beroep niet open.".

Artikel 13.-

Artikel 35, laatste lid, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De graden en de hiërarchie der graden en ambten in elk kader zijn aangegeven in de bij dit statuut gevoegde tabel.".

Artikel 14.- (artikel 42 bis van het statuut).

(De aanvang van het eerste lid leze men als volgt : "De beambten van het bestuur in Afrika ..."; in medio van het tweede lid leze men verder : "... in bezoeken aan technische of wetenschappelijke inrichtingen, in medewerking aan, in elk geval door de Minister van Koloniën aan te wijzen nationale of internationale organismen ...").

.../...

Artikel 15.-

Artikel 14, derde lid, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 16 December 1948, wordt opgeheven.

Artikel 17.- (afdeling V - artikel 45 van het statuut).

...

"Artikel 45.- De in vast verband benoemde beambten vervolgen hun loopbaan in het kader waarin zij voorlopig werden aangesteld.

De Gouverneur-generaal kan, in het belang van de dienst, een beambte voorlopig voor een ander kader aanwijzen. De belanghebbende behoudt de rechten die hij in zijn vroegere toestand heeft verkregen.

De definitieve overgang van een kader naar een ander, door een beambte om persoonlijke redenen aangevraagd, kan uitzonderlijk toegestaan worden wanneer de aanvrager de vereiste bekwaamheid bezit en wanneer de overgang met de noodwendigheden van de dienst overeenstemt.

De definitieve overgang geschiedt met inachtneming van de vormen der benoeming of der bevordering en impliceert het ontslag uit de vorige graad en ambt.

.../...

Hij heeft uitwerking met ingang van de datum der voorlopige aanstelling, zo de beambte die op de dag zijner aanwijzing voor het nieuw kader stagiaire is, hierin sedertdien zonder onderbreking dienst heeft gedaan. Zo de beambte op de dag zijner aanwijzing voor het nieuw kader reeds in vast verband benoemd is, heeft de definitieve overgang uitwerking met ingang van de datum bepaald bij het besluit of bij de ordonnantie, welke datum in geen geval vroeger mag liggen dan die van de eventuele voorlopige aanstelling.

Voor de toepassing van dit artikel worden het gewestkader en het kader der inlandse zaken en der werkkrachten als een enkel kader beschouwd.".

Artikel 18.-

Artikel 46, eerste en tweede lid, van hetzelfde statuut, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"De perioden van werkelijke dienst in de Kolonie bedragen drie jaar. Nochtans wordt de laatste periode van de loopbaan eventueel verminderd bij toepassing van artikel 47.

Elke periode kan bij beslissing van de Gouverneur-generaal, van de vice-gouverneur-generaal, van de secretaris-generaal, van de opperbevelhebber der weermacht of van de provinciegouverneur verlengd

.../...

worden, doch zonder goedvinden van de betrokken beambte mag de verlenging niet meer dan drie maanden bedragen.".

Artikel 19.- (artikel 47, eerste lid, van het statuut).

(men vervangen : "a)" en "b)" door "1°" en "2°"; en in fine, de woorden "littera a) hierboven" door : "1°").

Artikel 20.-

Artikel 48, eerste lid, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 48.- De leeftijdsgrens wordt bepaald :

1° op 65 jaar voor de Gouverneur-generaal;

2° op 62 jaar voor de vice-gouverneurs-generaal, de secretaris-generaal en de provinciegouverneurs;

3° op 60 jaar voor de overige beambten.

Behalve voor de Gouverneur-generaal, worden deze leeftijdsgrenzen met twee jaar verhoogd, voor de gerechtigden van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 die, bij doktersattest, geschikt zijn bevonden hun ambt boven de gewone leeftijd der oppensioenstelling uit te oefenen.

.../...

Artikel 27.-

Artikel 65, tweede lid, 3°, van hetzelfde statuut wordt opgeheven.

Artikel 28.-

Artikel 66, tweede lid, laatste volzin, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Hetzelfde geldt wanneer een kind waarvoor de gezinstoelage wordt verleend, niet langer ten laste is alvorens de leeftijd van een en twintig jaar te hebben bereikt.".

Artikel 35.- (artikel 82 van het statuut).

(het derde en vierde lid van artikel 82 als volgt lezen :

"Het voordeel blijft behouden in het geval dat de dienstperiode zou worden verkort wegens terugzending met vervroegd verlof om gezondheidsredenen of in het belang van de dienst of wegens terbeschikkingstelling om een van de redenen in artikel 167, 1°, genoemd.".)

Artikel 46.- (artikel 92 van het statuut).

(het tweede lid van artikel 92 als volgt lezen :

.../...

"Wanneer een beambte om persoonlijke aangelegenheden ter beschikking gesteld is, verliezen de leden van zijn gezin, die enige bezoldigde werkzaamheid uitoefenen, genoemde voordelen. Gans het gezin verliest die voordelen, indien de beambte zelf zodanige werkzaamheid uitoefent, en alleszins na zes maanden terbeschikkingstelling.".) ...

Artikel 49.-

Artikel 95, tweede lid, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Bij ontstentenis van de weduwe, wordt deze vergoeding toegekend aan de kinderen van de beambte die zich op het grondgebied der Kolonie bevinden en behoorlijk van de Minister van Koloniën toelating kregen om er met hun vader te verblijven.

Deze vergoeding wordt berekend volgens de tijd die de weduwe of, bij dezer ontstentenis, de kinderen van de beambte normaal nodig hebben om de Kolonie te kunnen verlaten, en wel op grondslag van de bruto maandwedde van de overleden beambte, vermeerderd met de daaraan verbonden vergoedingen welke hij genoot op het tijdstip van zijn overlijden.".

.../...

Artikel 55.- (artikel 108 bis van het statuut).

(In het tweede lid van artikel 108 bis de volgende woorden schrappen : "en in zover de personeelsleden deze aanwenden voor de vastgestelde doeleinden, te weten : tegenwoordigheid bij de gebeurtenis, aan te wenden stappen, deelneming aan de plechtigheid").

Artikel 61.- (artikel 121 van het statuut).

... (voorgesteld wordt de eerste twee leden samen te voegen).

Artikel 64.-

Artikel 130, eerste lid, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De bevordering in graad van het Europees personeel der weermacht wordt bij de bepalingen van deze afdeling en bij bijzondere bepalingen geregeld.".

Artikel 66.- (artikel 135 bis van het statuut).

... (de woorden "dat... zijn medewerking verleent" vervangen door : "geattacheerd").

.../...

Artikel 68.- (artikel 138, tweede lid, van het statuut).

... (in de Franse tekst beginnen met de woorden :"Dans un délai de huit jours, prenant cours le lendemain...")...

Artikel 73.- (artikel 165 van het statuut).

... (het tweede lid beginnen met de woorden: "In het geval bedoeld in artikel 164, 1°, wordt de wedde ...")...

Artikel 74.-

§ 1. Artikel 167, 2°, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° om het tijdstip der oprustst elling te bereiken, door hem toe te laten in deze toestand een statutaire loopbaan te voleindigen die overeenkomstig de bepalingen van artikel 47 van dit statuut werd verkort. ".

§ 2. Artikel 167, 5°, B, d, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"d) indien de tijdelijke stopzetting van het ambt wordt veroorzaakt hetzij bij toepassing van de burgerlijke of van de strafwetten of van de militiewetten, hetzij door een ziekte of gebrekkelijkheid welke het bestuur bewijst opzettelijk door de beambte veroorzaakt te zijn.".

.../...

Artikel 75.-

Titel XIII van hetzelfde statuut wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"AFDELING III.- DETACHERING VAN BEAMBTEN VAN HET BESTUUR BIJ SOMMIGE INSTELLINGEN .

Artikel 170 bis.-

De beambten van het bestuur in Afrika kunnen door de Minister van Koloniën of de Gouverneur-generaal gemachtigd worden om in de Kolonie een ambt te bekleden bij wetenschappelijke instellingen, regieën, door de Staat opgerichte bureau's of organismen, of bij handelsinrichtingen die in Belgisch-Congo diensten van openbaar nut exploiteren waarin de Kolonie financiële belangen heeft. De beambten worden niet meer door de Kolonie bezoldigd zolang zij in de hierboven vermelde omstandigheden gedetacheerd blijven.

Artikel 170 ter.-

Zolang zij gedetacheerd zijn, is op de beambten niet van toepassing het bepaalde in dit besluit met betrekking tot het signalement, de personeelscomité's, het hoger personeelscomité en de tuchtregeling, met uitzondering van de artikelen 132 en 136, vijfde lid.

Zij komen niet in aanmerking voor bevordering in graad en in wedde.

Bij overgangsmaatregel zal de toestand der beambten, die thans gedetacheerd zijn en die binnen het jaar volgend op de bekendmaking van dit besluit

.../...

hun plaats in de kaders van het bestuur in Afrika opnieuw innemen, geregulariseerd worden uit een oogpunt van bevordering in graad en wedde. Hiervoor worden in aanmerking genomen de laatste beoordeling door de betrokkenen vóór hun detachering bekomen alsook de voorstellen van de Gouverneur-generaal·".

Artikel 84.- (artikel 180 van het statuut)

(aan het slot lezen : "... overeenkomstig artikel 46, derde en vierde lid, getroffen beslissing").

Artikel 85.- (artikel 182 van het statuut)

(in het tweede lid de woorden "is niet verschuldigd" vervangen door : "wordt niet betaald").

Artikel 87.- (artikel 195 van het statuut)

(aan het slot van het eerste lid lezen, in de Franse tekst : "... n'excède pas, de trois mois, le congé statutaire normal").

Artikel 88.- (artikel 195 ter van het statuut)

(aan het slot van de eerste volzin lezen in de Franse tekst : "n'excède pas, de trois mois, le congé statutaire normal").

Artikel 89.-

In artikel 200, eerste lid, van hetzelfde statuut worden de woorden : "98 en volgende" vervangen door "98 en 99".

.../...

Artikel 94.- De tabel C, e, 1°, achtste lid, bij hetzelfde statuut gevoegd, wordt door de volgende bepaling vervangen :

...

Artikel 95.-

... (in het vierde lid schrijve men : "Artikel 181, A, tweede lid, tweede volzin, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...")...

Artikel 96.-

Artikel 117, § 3, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 December 1950, wordt door de volgende bepaling vervangen :

... (in het tweede lid, Franse tekst, vervange men "pour ceux des agents" door "pour les agents".

Artikel 97.- (artikel 157 van het statuut).

... (men leze : "toevertrouwd bij artikel 160, 1, dan ...")...

Artikel 98.-

Artikel 160, 1 en 2, van hetzelfde statuut wordt door de volgende tekst vervangen :

"1) een met redenen omkleed advies te geven over de van Gouverneur-generaal uitgaande voorstellen tot bevordering tot alle andere graden dan die van de eerste categorie ;

.../...

2) een met redenen omkleed advies te geven over de bezwaren ingediend terzake van bevorderingen krachtens artikel 129.".

Artikel 99.- (artikel 19 van het statuut)

... (men leze : "... aan de stichting, het beheer of de leiding ...").

Artikel 100.-

Artikel 24, laatste lid, van hetzelfde statuut wordt door de volgende tekst vervangen :

"In geval van verandering van graad of van kader worden de beambten vrijgesteld van nieuwe eedaflegging.".

Artikel 101.-

Artikel 81, b, tweede en derde lid, van hetzelfde statuut wordt opgeheven.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ, G. DOR,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Colonies.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Koloniën.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.